

EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE



Politique de défense

■ La politique du Parti néo-démocrate en matière de défense, révélée le 31 juillet, a fait l'objet de critiques provenant de sources inhabituelles au début de septembre. Pendant son séjour au Canada, le premier ministre français Jacques Chirac a qualifié d'utopique et d'irréaliste la proposition du NPD voulant que le Canada se retire de l'OTAN. Le secrétaire britannique aux Affaires étrangères, Sir Geoffrey Howe, lui a emboîté le pas en déclarant aux journalistes, à l'issue d'une réunion avec le ministre des Affaires extérieures Joe Clark le 8 septembre, que le retrait des troupes canadiennes d'Europe aurait pour effet d'affaiblir gravement l'Alliance.

En ce qui concerne le Livre blanc du gouvernement sur la défense, on s'attendait à ce que le Cabinet sanctionne un budget de défense plus détaillé en octobre. La décision a toutefois été retardée, ce qui a amené la presse à soupçonner de plus en plus l'existence de querelles intestines dans le Cabinet au sujet des priorités. Des bruits ont continué de courir sur l'opposition du gouvernement américain au plan d'achat de sous-marins, rumeur qu'a alimentée un article paru dans le *Globe and Mail* du 29 octobre sous la plume de Charles Bennett, représentant de la Floride au Congrès et président du *Seapower Subcommittee* du *House Armed Services Committee*. Un des deux types de sous-marins en lice est un modèle britannique visé par les restrictions américaines sur le transfert des technologies nucléaires. D'après M. Bennett, le Congrès pourrait éprouver un certain malaise au sujet d'un tel transfert, surtout si les sous-marins doivent servir à empêcher les navires américains de naviguer dans des eaux que Washington considère comme internationales. Cette thèse a été reprise par l'attaché naval des États-Unis à Ottawa dans un discours prononcé le 18 novembre devant les entrepre-

neurs du secteur de la défense; l'ambassade américaine a précisé que ces remarques exprimaient «une opinion personnelle». (Pour plus de détails sur cette question, voir la *Chronique de la Défense*).

Politique envers l'Afrique du Sud

■ Du 13 au 17 octobre s'est tenue à Vancouver la Conférence annuelle des chefs de gouvernement du Commonwealth. L'opposition du premier ministre britannique Thatcher à l'alourdissement des sanctions contre l'Afrique du Sud était bien connue. L'unanimité s'est faite sur l'accroissement de l'aide économique aux six États partageant une frontière avec ce pays. L'idée analogue de fournir une assistance militaire non offensive aux États limitrophes, idée qu'a divulguée en septembre le Haut Commissaire du Canada en Grande-Bretagne, M. Roy McMurtry, qui présidait alors un comité du Commonwealth concernant l'Afrique australe, n'a pas été favorablement accueillie. Les participants à la Conférence ont par ailleurs créé un comité de ministres des Affaires extérieures en le chargeant «d'orienter et de conseiller». La Grande-Bretagne n'est pas représentée à ce comité que dirige M. Joe Clark et qui doit se réunir en février à Lusaka (Zambie) pour étudier des moyens de s'assurer que les sanctions économiques déjà imposées sont bel et bien mises en oeuvre.

M. Clark avait déclaré en Chambre le 9 septembre que, si le gouvernement était prêt à envisager la rupture de ses relations économiques et diplomatiques avec l'Afrique du Sud, un geste aussi draconien serait prématuré et enlèverait au Canada toute possibilité d'influer sur l'*apartheid*. Ce raisonnement a été implicitement rejeté par le chef libéral John Turner qui, le 10 septembre, a demandé que le Canada coupe toute relation avec l'Afrique du Sud avant le début de la nouvelle année, à moins de «progrès manifestes» vers l'abolition de l'*apartheid*.

Essai de missiles de croisière

■ Le 1^{er} octobre, le chef libéral John Turner a lancé un appel en faveur de la cessation des essais de missiles de croisière au Canada, question qui avait divisé son caucus en mars lorsque quatre députés libéraux avaient tourné casaque en votant pour une résolution du NPD deman-

dant que les essais prennent fin immédiatement. En Chambre, M. Turner a invoqué comme motif de son changement d'opinion les «résultats concrets des négociations entre les deux superpuissances» sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. M. Clark a répondu que le gouvernement ne pouvait accepter une «politique qui risque de briser l'unité de l'OTAN» et «de compromettre tout ce que nous avons réalisé jusqu'à présent pour réduire l'ampleur des arsenaux nucléaires».

Amérique centrale

■ Le rôle que pourrait jouer le Canada dans la conclusion éventuelle d'un accord de paix en Amérique centrale a suscité beaucoup d'intérêt dans les milieux politiques et chez les médias, après que cinq États américains eurent signé, le 7 août, un plan portant le nom du président costa-ricain Oscar Arias. Dans l'allocution qu'il a prononcée devant l'Assemblée générale de l'ONU, le 22 septembre, M. Clark a déclaré que le problème fondamental en Amérique centrale était «la pauvreté plutôt que l'idéologie» et que s'imposait «une aide au développement, plutôt qu'une assistance militaire». Il a fait observer que «l'ingérence des puissances extérieures ne fera qu'aggraver les tensions». Pourtant, il n'a pas été jusqu'à exhorter directement les États-Unis à ne plus appuyer les rebelles *contras* luttant contre le régime sandiniste.

La visite de M. Clark en Amérique centrale du 21 au 29 novembre n'aura pas été sans susciter des controverses, notamment lorsqu'il a suggéré que le Canada serait peut-être disposé à accueillir des *contras* comme réfugiés si cela pouvait favoriser la conclusion d'un traité plus général de paix dans la région. Répondant à une question posée en Chambre par le député néo-démocrate Dan Heap sur cette possibilité, Mme Monique Landry, ministre des Relations extérieures, a garanti que, si le Canada décidait d'admettre ainsi des rebelles chez lui, la Chambre serait prévenue des mesures envisagées par le gouvernement pour barrer l'accès du pays aux criminels de guerre *contras*. M. Clark a également été pris à partie par des coopérants canadiens au Nicaragua au sujet de l'insuffisance de l'aide canadienne (40,9 millions de dollars

depuis 1982) et d'une déclaration antérieure annonçant une reprise de l'aide canadienne au Guatemala, suspendue en 1981 en raison de violations systématiques des droits de la personne.

Traité sur l'ozone

■ Le 16 septembre, à Montréal, les pays de la Communauté européenne et vingt-trois autres nations ont signé un accord global visant à lutter contre la pollution par les chlorofluorocarbones, ou CFC (produits chimiques utilisés dans la réfrigération, le nettoyage à sec, la production de mousse plastique et d'isolants pour bâtiments), qui effritent la couche d'ozone entourant la terre. Nombre de pays, dont le Canada, devront adopter des lois pour permettre la mise en vigueur des dispositions du Traité.

En bref de la Colline

■ À la mi-septembre, M. Bill Blaikie a été nommé critique du NPD aux Affaires extérieures en Chambre; il a remplacé Mme Pauline Jewett qui est passée aux Relations fédérales-provinciales et aux Affaires constitutionnelles. Mme Jewett continuera de s'occuper du désarmement et de la limitation des armements.

■ Le 3 novembre, pour des raisons de santé, le sénateur Paul Lafond a démissionné de son poste de président du Comité spécial du Sénat sur la défense nationale, qu'il occupait depuis la création du Comité en 1980. Un nouveau président devrait être nommé sous peu.

■ Le projet de loi C-77 sur les situations d'urgence a reçu seconde lecture le 18 novembre et a été renvoyé au Comité pour qu'il le raffine. Le document est destiné à remplacer la Loi de 1914 sur les mesures de guerre, qui confère au Cabinet fédéral des pouvoirs illimités pour suspendre les libertés civiles en période d'insurrection réelle ou appréhendée. En vertu de la nouvelle loi, le gouvernement pourrait réagir sélectivement à des situations d'urgence de quatre catégories différentes : crises intéressant le bien-être public et causées par des inondations ou d'autres désastres naturels; menaces pesant sur l'ordre public et provoquées par des actes terroristes; crises internationales confinant à la guerre; et enfin, la guerre même. □

- GREGORY WIRICK